

## COORDINATION NATIONALE DES SECTEURS

AG DU 7 MARS 2020



La coordination rassemble les coordinations Fac et Labos, Éduc, Lycéenne et des Assemblées Générales interprofessionnelles en région parisienne et en province. Une cinquantaine de personnes se sont présentées à cette 5<sup>ème</sup> AG, avec et sans mandat, afin d'élaborer un texte d'appel à la reprise de la grève contre la réforme des retraites dès le 8 mars (*semaine noire*), avec la perspective de la voir culminer le 31 mars. Outre les personnes présentes, certaines venues de province (Rouen, Grenoble, etc.), des intervenants ont pu y participer grâce à un dispositif de téléconférence audio : Grandpuits, Bègles, Marseille, etc.

Cette coordination, selon mes souvenirs d'une précédente AG, a été initiée pour déborder les confédérations syndicales considérées comme pas assez efficaces pour mobiliser les masses laborieuses.

La 1<sup>ère</sup> AG de cette coordination s'est tenue le 9 février, elle a mis en place une équipe logistique dédiée aux aspects pratiques de la mobilisation. Elle a fait le constat que le mouvement de grève se poursuit en dépit d'une décline de la mobilisation, et avec l'inclusion de secteurs inattendus (ex. avocats). La coordination souhaite inclure d'éventuelles revendications catégorielles émises par ces nouveaux secteurs, et d'autres comme celles des étudiants et lycéens, dans le but de les agréger au mouvement général contre la réforme des retraites autour d'un mot d'ordre de grève reconductible illimitée. Suite à cet exposé, les participants sont invités à prendre la parole en leur nom ou pour énoncer leur mandat. Plusieurs sujets ont retenu mon attention :

- Bloquer les sites de la société Air Liquide pourrait favoriser l'arrêt de la production industrielle dans de nombreux secteurs de l'économie, en particulier les raffineries
- Le camarade de Grandpuits est intervenu pour préciser qu'il ne fallait pas compter sur une grève dans les raffineries, car Total souhaite en fermer définitivement 2 en France, et les deux premières à cesser le travail risquent fort de ne pas repartir
- Le délai pour reconstituer les caisses de grève est problématique
- Le principe de la grève par procuration ne fonctionne pas
- La tenue des élections municipales en pleine crise sociale invite à en perturber la campagne
- Les efforts du renseignement à but répressif s'intensifient encore sur Internet (*Signal* et *Telegram* désormais également scannés)
- Nécessité de travailler sur des revendications destinées à transformer réellement la société
- Plusieurs intervenants appellent à participer à la journée de mobilisation des GJ le 14 mars
- Des tentatives de jonction avec des AG locales de GJ continuent à se produire lorsqu'elles n'ont pas encore eu lieu, même autour de Paris

L'appel de cette coordination, rédigé pendant la pause du goûter, a ensuite été adopté à une écrasante majorité dans les locaux parisiens de *Sud Rail*.

Mon sentiment sur cette tentative de reprise de la grève est qu'elle est condamnée à court terme pour les raisons évoquées ci-dessus, mais aussi parce qu'elle repose sur un nombre d'acteurs restreint, notamment des délégués et militants syndicaux, pour l'instant et de leur aveu même assez isolés. Les organisateurs affirment que cette coordination a rassemblé plus de monde que les précédentes (ce que je ne crois pas), mais je pense qu'elle devrait être plus diffusée, et son appel affiché sur un site Web dédié.